

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
16 avril 2021
Français
Original : anglais

Lettre datée du 16 avril 2021, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Éthiopie auprès de l'Organisation des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre du Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, Demeke Mekonnen (voir annexe), en réponse aux lettres datées des 12 et 13 avril 2021 qui vous ont été adressées par le Soudan et l'Égypte, respectivement, au sujet des négociations trilatérales entre l'Éthiopie, l'Égypte et le Soudan sur le Grand barrage éthiopien de la Renaissance.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Taye Atske-Selassie **Amde**



Annexe à la lettre datée du 16 avril 2021 adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Éthiopie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Permettez-moi de vous féliciter de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois d'avril. J'aimerais saisir cette occasion pour vous assurer du plein soutien et de la pleine coopération de l'Éthiopie dans l'exercice effectif des lourdes responsabilités qui sont les vôtres.

Je vous écris au sujet des négociations tripartites relatives au Grand barrage éthiopien de la Renaissance, et souhaiterais en particulier me référer aux lettres qui vous ont été adressées par les Ministres soudanais et égyptien des affaires étrangères, datées respectivement des 12 et 13 avril 2021. À cet égard, j'aimerais expliquer la position de l'Éthiopie sur la question qui nous occupe afin que les membres du Conseil de sécurité aient une vision plus claire du processus de négociation tripartite en cours concernant le barrage.

Comme vous vous en souvenez certainement, le Conseil de sécurité a examiné la question du Grand barrage éthiopien de la Renaissance en juin 2020, au titre de la question intitulée « Paix et sécurité en Afrique ». Au cours de la séance, les membres du Conseil ont salué l'initiative prise par l'Union africaine de faciliter la recherche d'une solution négociée à toutes les questions en suspens dans le cadre des négociations tripartites sur le barrage en vue de trouver « des solutions africaines aux problèmes africains », et ont indiqué qu'ils appuyaient pleinement le processus mené par l'Union. Ils ont également exhorté les parties à poursuivre les négociations de bonne foi et à faire les concessions nécessaires pour parvenir à un résultat mutuellement bénéfique.

En conséquence, l'Union africaine a été saisie de la question, ce qui a donné un nouvel élan au processus de négociation tripartite. Le Président sortant de l'Union, Cyril Ramaphosa, l'actuel Président, Felix Tshisekedi, et notre organisation continentale ont fait tout leur possible pour aider les parties à surmonter leurs différences sur certaines des questions juridiques et techniques en suspens. Dans ce contexte, une série de réunions se sont tenues au cours des sept derniers mois, dans le cadre du processus mené par l'Union africaine, les discussions ayant toutefois été interrompues à plusieurs reprises par le Soudan et l'Égypte. Des observateurs ont également contribué à enrichir les négociations tripartites, et l'équipe d'experts chargée par l'Union d'appuyer les discussions a soumis un projet de proposition que l'Éthiopie a accepté d'utiliser comme document de travail dans le cadre des négociations en cours.

Malheureusement, l'Égypte et le Soudan n'ont manifesté aucune volonté de poursuivre les négociations de bonne foi et de faire les concessions nécessaires pour parvenir à un résultat mutuellement bénéfique. Ils se sont au contraire employés à saborder les négociations tripartites et à internationaliser la question du Grand barrage éthiopien de la Renaissance afin d'exercer une pression maximale sur l'Éthiopie. Leurs tentatives répétées d'interrompre les négociations sont le signe évident d'une stratégie obstructionniste visant à faire dérailler le processus. Ces derniers temps, ils ont également intensifié leurs diatribes, en particulier dans le contexte de l'ouverture imminente de la deuxième année de mise en eau du barrage à l'approche de la saison des pluies. À cet égard, ils ont non seulement commencé à battre les tambours de la guerre, mais également signé un pacte de défense pour envoyer à l'Éthiopie « un avertissement sévère » concernant l'« intransigeance » dont celle-ci aurait fait preuve dans le cadre des négociations tripartites sur le barrage.

Ce faisant, l'Égypte et le Soudan ont fait la preuve de leur manque de fidélité à l'esprit panafricain consistant à trouver des solutions africaines aux problèmes

africains, mais aussi de leur intention malveillante de perturber la paix et la sécurité régionales s'ils ne pouvaient maintenir le statu quo imposé par leur traité injuste et exclusif de 1959. Ces gesticulations et ces diatribes ne contribuent évidemment pas à l'instauration de la confiance mutuelle nécessaire au maintien d'une paix et d'une coopération régionales durables. C'est pourquoi l'Éthiopie a jugé nécessaire de notifier à l'ONU cette évolution regrettable de la situation dans une lettre adressée au Secrétaire général le 11 mars 2021.

La présidence sud-africaine mérite d'être félicitée pour les efforts inlassables qu'elle a déployés dans le but de faire avancer le processus de négociation malgré l'obstruction induite à laquelle se livrent les deux pays. À cet égard, il convient de mentionner les deux communiqués adoptés par le bureau de la Conférence de l'Union africaine en vue d'aider les trois pays à parvenir à une solution favorable pour toutes les parties. L'Afrique du Sud a transmis le dossier à la République démocratique du Congo, qui assure la présidence tournante de l'Union africaine depuis février 2021. L'Éthiopie apprécie le rôle d'observateur que continue de jouer l'Afrique du Sud aux côtés des États-Unis d'Amérique et de l'Union européenne.

En ce qui concerne l'approche dite « du quatuor », je tiens à préciser aux membres du Conseil de sécurité que l'Éthiopie n'a reçu aucune communication officielle à ce sujet, bien que l'Égypte et le Soudan se soient exprimés dans les médias sur la question et aient mobilisé d'autres parties à l'appui de leur proposition. Il s'agit là d'une situation aussi étrange que fâcheuse, l'Éthiopie étant la propriétaire du barrage et la principale partie prenante des négociations y relatives. Quelle que soit la proposition élaborée par l'Égypte et le Soudan, ceux-ci auraient dû la soumettre à l'instance appropriée, à savoir l'Union africaine, dans le cadre du processus de négociation tripartite, afin qu'elle soit examinée par les trois pays. Le processus de négociation est régi par des règles et des procédures, et aucune des parties ne peut imposer ses vues et ses opinions aux autres.

Il importe de rappeler que le processus de négociation tripartite s'appuie sur la déclaration de principes signée par les dirigeants des trois pays en 2015. Cet instrument énonce clairement les mesures devant être prises lorsque les pays ne parviennent pas à surmonter leurs différences en ce qui concerne l'interprétation ou la mise en œuvre de la déclaration dans le cadre des consultations et des négociations. Aux termes du principe 10, les trois pays peuvent formuler une demande conjointe de conciliation ou de médiation ou soumettre la question à l'examen des chefs d'État ou de gouvernement.

La démarche entreprise par l'Égypte et le Soudan pour promouvoir l'approche dite « du quatuor » n'était conforme ni à l'esprit, ni à la lettre de la déclaration de principes. Elle visait en réalité à saper les négociations tripartites menées par l'Union africaine et à politiser des pourparlers portant clairement sur des points techniques. L'Éthiopie juge cette attitude absolument inacceptable. En signant la déclaration de principes, les dirigeants des trois pays ont manifesté leur bonne foi, leur attachement aux négociations tripartites sur le Grand barrage éthiopien de la Renaissance et leur volonté de parvenir à une solution qui bénéficie à toutes les parties. En faisant pression pour promouvoir leurs objectifs, l'Égypte et le Soudan ont donc essentiellement renié l'engagement qu'ils avaient pris dans la déclaration. Permettez-moi de souligner à cet égard que l'Éthiopie demeure pleinement attachée à la déclaration de principes en tant que fondement du processus de négociation tripartite. Toute mesure prise en dehors de ce cadre ne servirait qu'à saper le processus de négociation trilatérale et à anéantir les progrès accomplis jusqu'ici, ce qui serait à l'évidence contraire aux intérêts des trois pays.

C'est dans ce contexte que l'Union africaine, sous la présidence de la République démocratique du Congo, après avoir mené les consultations nécessaires

avec l’Afrique du Sud, qui exerçait auparavant la présidence de l’Union, ainsi qu’avec les trois parties, a convoqué une réunion à Kinshasa du 4 au 6 avril 2021 afin de faciliter la reprise des négociations tripartites. Toutefois, l’Égypte et le Soudan se sont présentés à cette réunion avec un objectif clair : entériner l’échec du processus mené par l’Union africaine et ouvrir la voie à l’examen de la question du Grand barrage éthiopien de la Renaissance par le Conseil de sécurité. C’est la raison pour laquelle les deux pays ont tout fait pour que la réunion de Kinshasa s’enlise inutilement dans des questions de procédure avant de rejeter la responsabilité de cet échec sur l’Éthiopie. Celle-ci a approuvé le projet de communiqué présenté par la République démocratique du Congo, qui visait fondamentalement à annoncer la reprise des négociations trilatérales sous l’égide de l’Union africaine, l’adhésion des trois pays au renforcement du rôle des observateurs et la conclusion d’un accord sur le recours par la présidence de l’Union aux ressources à sa disposition pour exercer ses fonctions de facilitation. Toutefois, l’Égypte et le Soudan ont rejeté ces propositions dans le seul but de faire échouer le processus mené par l’Union africaine en tentant d’imposer leur volonté à l’Éthiopie.

Pour sa part, l’Éthiopie a participé à la réunion dans un esprit d’ouverture et dans l’intention de s’engager de bonne foi dans des négociations de fond permettant de progresser sur les questions en suspens. Les efforts qu’elle a consentis pour tenir compte des préoccupations de l’Égypte et du Soudan ont été bien au-delà des obligations que lui impose le droit international. L’Éthiopie ne s’oppose qu’à une chose : le maintien du statu quo issu d’un traité de l’ère coloniale qu’elle n’a pas signé et auquel elle s’est constamment opposée. L’Égypte et le Soudan font pression pour maintenir ce statu quo injuste au moyen d’un accord global contraignant qui empêcherait l’Éthiopie d’utiliser l’eau située en amont du Grand barrage éthiopien de la Renaissance. L’Éthiopie ne peut accepter des conditions aussi injustes, qui visent à obtenir son adhésion à un traité de l’ère coloniale et à préserver le monopole de l’Égypte et du Soudan sur les eaux du Nil.

Par conséquent, si les négociations sont dans l’impasse, la faute en revient indiscutablement à l’Égypte et au Soudan, qui se sont activement employés à saper le processus tripartite mené par l’Union africaine. Même si leur souhait est de voir échouer les négociations, ce n’est pas à eux de prendre cette décision. C’est à l’Union africaine qu’il appartient de le faire, en sa qualité de facilitatrice du processus de négociation tripartite en cours. À cet égard, j’aimerais saisir cette occasion pour transmettre au Président Tshisekedi la profonde gratitude de l’Éthiopie pour la compétence avec laquelle il dirige ces travaux. L’Éthiopie souhaite également réaffirmer son attachement sans faille au processus mené par l’Union africaine, qu’elle considère comme la seule option viable pour permettre aux trois pays de parvenir à une solution satisfaisante pour tous.

En ce qui concerne la deuxième année de mise en eau du Grand barrage éthiopien de la Renaissance, je tiens à informer les membres du Conseil de sécurité que cette opération sera menée conformément au calendrier prévu dans la déclaration de principes. Le remplissage du réservoir fait en effet partie intégrante du processus de construction, et le calendrier y relatif – juillet et août, et septembre si les conditions hydrologiques le permettent – a déjà été approuvé par les trois pays dans le cadre du Groupe national indépendant de recherche scientifique. Dans ce contexte, l’Éthiopie a officiellement invité l’Égypte et le Soudan à désigner des opérateurs en vue de procéder à des échanges de données avant le début de la deuxième mise en eau, prévue pour la prochaine saison des pluies. Ce geste témoigne de la volonté de l’Éthiopie de réfléchir conjointement à des dispositifs de communication pratiques et utiles pour instaurer la confiance nécessaire entre les trois pays.

Il est regrettable que l'Égypte et le Soudan aient rejeté ce geste de bonne volonté et continuent d'exiger, de façon injustifiée, que la deuxième mise en eau ne se produise pas sans un « accord global » qui empêcherait l'Éthiopie d'utiliser l'eau située en amont du barrage. Il importe de souligner que cet argument est dépourvu de fondement juridique et qu'il contrevient en outre au droit naturel de l'Éthiopie d'utiliser ses ressources naturelles conformément au principe d'une utilisation équitable et raisonnable et à l'obligation de ne pas causer de dommages significatifs. Si les deux pays s'opposent à ce que la mise en eau se produise sans accord, la meilleure façon de procéder est d'accepter la proposition de compromis formulée par l'Éthiopie concernant la mise en eau et l'exploitation du barrage et de poursuivre les négociations pour parvenir, à terme, à un accord global. Le processus de négociation tripartite en cours sous l'égide de l'Union africaine constitue la seule plateforme viable pour aboutir à un tel accord. Toute tentative d'exercer des pressions sur l'Éthiopie par des moyens diplomatiques ou autres ne ferait qu'entamer davantage la confiance entre les trois pays, laquelle est absolument cruciale pour faire progresser le processus de négociation tripartite.

L'Éthiopie prie donc les membres du Conseil de sécurité d'exhorter l'Égypte et le Soudan à reprendre les négociations tripartites et à respecter le processus mené par l'Union africaine, initiative régionale importante bénéficiant du plein appui du Conseil, conformément au principe de complémentarité et dans le souci de trouver des solutions africaines aux problèmes africains.

Enfin, permettez-moi de joindre à la présente une note décrivant les progrès accomplis et les difficultés rencontrées dans le cadre du processus de négociation tripartite mené par l'Union africaine et précisant la position de l'Éthiopie sur les questions juridiques et techniques en suspens. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et de sa pièce jointe à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre des affaires étrangères
(Signé) Demeke **Mekonnen**

Pièce jointe

Note explicative

A. Grand barrage éthiopien de la Renaissance

1. Le Grand barrage éthiopien de la Renaissance est un barrage hydroélectrique en cours de construction sur un site présentant des pertes par évaporation trois fois inférieures à celles du haut barrage d'Assouan. Son réservoir est deux fois et demie plus petit que celui d'Assouan. Il permet d'économiser de l'eau et d'accroître l'hydraulicité dans le bassin du Nil. Grâce à ce barrage, le Soudan sera en mesure de développer son irrigation et d'accroître sa production d'électricité de 2 700 mégawatts par an.

2. Le réservoir sera rempli par étapes sur une période de quatre à sept ans, en fonction des conditions hydrologiques. À chaque saison de mise en eau, à compter de la deuxième année, l'Éthiopie appliquera une mesure unilatérale de gestion de la sécheresse. La première étape de la deuxième année de mise en eau débutera à la saison des pluies de 2021, conformément au calendrier de remplissage adopté par le Groupe national indépendant de recherche scientifique, qui est constitué de 15 scientifiques originaires d'Éthiopie, d'Égypte et du Soudan. Le remplissage par étapes constitue également l'un des éléments communs aux règles et directives relatives au barrage élaborées par ces pays.

3. Comme indiqué dans la déclaration de principes signée par les dirigeants des trois pays en 2015, et conformément à la conception du Grand barrage, le processus de construction est indissociable du remplissage du réservoir. Lors de la mise en eau, à la prochaine saison des pluies de 2021, le barrage retiendra 13,5 milliards de mètres cubes d'eau, ce qui ne représente que 17,5 % du débit moyen de 77 milliards de mètres cubes que l'Éthiopie apporte au Nil. Le volume de stockage inactif sera rempli à l'issue de la deuxième année de mise en eau, ce qui permettra d'utiliser toutes les turbines et de lancer la production d'électricité tant attendue.

4. Les fréquentes réclamations et affirmations infondées émanant de l'Égypte et du Soudan au sujet de la sécurité du barrage sont décourageantes, le Ministre soudanais de l'irrigation et des ressources en eau ayant déclaré publiquement le 8 juin 2020 que « le Grand barrage [était] plus sûr que les barrages du Soudan et de l'Égypte ». Dans le cadre de leur participation aux travaux du Groupe international d'experts, les deux pays ont en outre confirmé que la conception et la construction du barrage étaient conformes aux normes internationales. Au principe 8 de la déclaration de principes, ils ont dit apprécier les mesures prises par l'Éthiopie pour assurer la sécurité du barrage. Dans le cadre des négociations en cours, un accord a été trouvé sur une disposition relative à l'établissement d'une coopération entre l'Éthiopie et le Soudan visant à assurer la sécurité du barrage. Par conséquent, les préoccupations exprimées par l'Égypte et le Soudan concernant la sécurité du barrage reposent sur des allégations infondées. Il ne fait aucun doute que l'Éthiopie attache une grande importance à la qualité et à la durée de vie de l'ouvrage.

5. Le Soudan ne cesse de se plaindre de la première mise en eau du barrage et d'émettre des déclarations infondées à cet égard, alors même que l'Éthiopie a déjà fourni des explications satisfaisantes. Les allégations relatives à la pénurie d'eau qui se serait produite en juillet et août 2020 sont on ne peut plus éloignées de la réalité. L'Éthiopie a retenu 4,9 milliards de mètres cubes d'eau, soit moins de 7 % du débit du Nil Bleu en 2020. Elle a communiqué des informations à l'Égypte et au Soudan à ce sujet et demandé aux deux pays de lui faire part de toute préoccupation qu'ils pourraient avoir, sans que ceux-ci ne se manifestent. Durant la période de mise en

eau, le barrage a libéré 90 millions de mètres cubes d'eau par jour. Au même moment, le Nil Blanc a atteint son débit le plus élevé depuis les années 1960, ce qui a permis au Soudan de disposer d'une quantité d'eau excessive. Plus important encore, durant la même période, des centaines de personnes sont malheureusement décédées et de vastes terres agricoles ont été perdues à la suite d'inondations. Ces faits étant avérés, l'Éthiopie a proposé, lors de la réunion de Kinshasa, que soit créée une mission d'enquête conjointe sur les allégations formulées par le Soudan concernant la pénurie d'eau afin d'apaiser les inquiétudes du pays, offre que celui-ci a déclinée. L'Éthiopie estime donc que l'allégation soulevée par le Soudan concernant la mise en eau de l'an dernier ne résiste pas à l'examen.

B. Plateforme de négociation de l'Union africaine

6. L'Union africaine est saisie de la question du Grand barrage éthiopien de la Renaissance depuis juin 2020. Sa présidence a nommé une équipe d'experts chargée d'appuyer le processus de négociation, laquelle a formulé une proposition que l'Éthiopie a accepté d'utiliser comme document de travail dans le cadre des négociations. Pour leur part, l'Égypte et le Soudan ont interrompu les négociations à neuf reprises depuis juillet 2020 (voir le tableau ci-dessous). Ces actes d'obstruction et les justifications peu crédibles avancées par les deux pays témoignent d'un désir manifeste de voir échouer le processus mené par l'Union africaine.

7. Sous la présidence de l'Afrique du Sud, l'Union africaine n'a épargné aucun effort pour parvenir à un résultat mutuellement bénéfique. Le Président de la République démocratique du Congo, qui assure actuellement la présidence de l'Union, a convoqué une réunion du 4 au 6 avril 2021. Malheureusement, l'Égypte et le Soudan ont tenté d'imposer des mesures qui auraient privé les trois pays et l'Union africaine de tout contrôle sur le processus. Dans le cadre d'une initiative sans précédent, ils ont exigé que le Gouvernement américain et l'Union européenne jouent un rôle comparable à celui des parties elles-mêmes. Ils ont également proposé que les « observateurs » jouent le rôle auparavant assumé par la présidence de l'Union africaine. Ils se sont en outre employés à rompre l'unité et le lien institutionnel inhérent entre la Commission de l'Union africaine et la présidence de l'Union et ont empêché la République sud-africaine de jouer son rôle d'observateur.

8. L'Éthiopie a adopté une position visant à contrebalancer l'attitude peu constructive de l'Égypte et du Soudan et à ouvrir la voie à de nouveaux progrès. L'Afrique du Sud a ainsi retrouvé ses fonctions d'observatrice, les observateurs ont désormais pour rôle de proposer des solutions sur demande conjointe des pays, et la présidence de l'Union africaine a été autorisée à faire appel à la Commission de l'Union et à utiliser les autres ressources à sa disposition à l'appui de son rôle de facilitation. L'Éthiopie a également proposé une nouvelle fois d'achever l'élaboration des règles relatives au remplissage et de les adopter, celles-ci faisant l'objet d'un consensus entre les trois pays. Elle a proposé en outre que soit créé un mécanisme d'échange de données. Malheureusement, aucune de ces concessions et aucun de ces efforts faits de bonne foi n'ont pu satisfaire les exigences de l'Égypte et du Soudan, qui étaient déterminés à faire échouer la réunion de Kinshasa et le processus mené par l'Union africaine.

9. À en juger par les déclarations formulées par l'Égypte et le Soudan et par les stratégies adoptées par les deux pays, il semble que ceux-ci ne souhaitent pas parvenir à un accord sur le barrage. Le Gouvernement égyptien continue d'assurer le peuple égyptien de sa volonté de préserver le « droit historique » de l'Égypte. Il menace également de prendre toute mesure nécessaire contre les pays qui toucheraient à une seule goutte d'eau du Nil. L'Éthiopie n'a ni l'intention ni la volonté d'accorder le

moindre crédit aux « droits historiques » ou à l'« utilisation actuelle » que revendique l'Égypte. Pour sa part, le Soudan a employé des tactiques visant à perturber le processus de négociation, partant du principe que tout accord remettrait probablement en cause son utilisation discrétionnaire des eaux du Nil. Le différend relatif au barrage, généralement présenté comme un litige entre l'Éthiopie et les deux pays riverains de l'aval, illustre en réalité un clivage potentiel entre l'Égypte et le Soudan.

10. À cet égard, le barrage n'est que le prétexte invoqué par les deux pays riverains de l'aval pour entretenir leur défiance mutuelle et leurs querelles larvées. L'Éthiopie estime que la rivalité qui se joue en coulisse entre les deux pays a elle aussi une solution : un ordre fondé sur des règles en ce qui concerne la question du Nil. L'Égypte et le Soudan rejettent cette option pourtant viable et tentent au contraire de forcer l'Éthiopie à sacrifier son droit d'utilisation des eaux du Nil.

C. Évolution des négociations

11. Les négociations sur les directives et les règles relatives à la première mise en eau et à l'exploitation annuelle du barrage sont en cours depuis la fin de mai 2018. En septembre de la même année, le Groupe de recherche scientifique composé de cinq représentants de chacun des trois pays a mis la touche finale à son rapport, que l'Égypte a refusé de valider. Jusqu'en août 2019, toute communication avec l'Égypte s'est révélée impossible, malgré les appels lancés à plusieurs reprises par l'Éthiopie pour demander la reprise des pourparlers.

12. Des premières heures du processus trilatéral, lancé à l'initiative de l'Éthiopie, jusqu'au stade actuel des négociations, le pays a négocié de bonne foi avec l'Égypte et le Soudan. Tous les progrès accomplis dans le cadre des négociations sont attribuables aux initiatives prises par l'Éthiopie. Depuis août 2019, celle-ci a tout fait pour répondre aux exigences de l'Égypte, notamment en ce qui concerne la participation de tiers en tant qu'observateurs.

13. Dans le cadre des pourparlers de fond, l'Éthiopie n'a épargné aucun effort pour s'adapter aux positions fluctuantes de l'Égypte et du Soudan et satisfaire leurs exigences croissantes. Elle a notamment accepté une mise en eau par étapes qui pourrait prendre jusqu'à sept ans, alors que le réservoir pourrait être rempli en trois ans. Bien que la déclaration de principes prévoie la désignation d'une personne référente chargée de coordonner les efforts de coopération, l'Éthiopie a proposé la mise en place d'un comité technique et ministériel qui ferait office de mécanisme de coordination. Elle a transmis au Soudan et à l'Égypte des données sur l'évacuation d'eau en prévision des travaux préalables à la deuxième année de remplissage et est prête à communiquer des informations sur le processus de mise en eau. Il convient de noter que l'Égypte a refusé de communiquer des données en retour, certainement en raison du gaspillage d'eau associé à ses programmes et des transferts d'eau en dehors du bassin auxquels elle se livre de manière illégale. L'Éthiopie a également accepté de mettre en œuvre des mesures de gestion de la sécheresse pendant la mise en eau et l'exploitation du barrage. Les efforts qu'elle a consentis pour tenir compte des préoccupations de l'Égypte et du Soudan ont été bien au-delà des obligations que lui impose le droit international. Les seuls points sur lesquels l'Éthiopie s'est opposée aux revendications de l'Égypte et du Soudan ont trait au maintien du statu quo concernant l'utilisation unilatérale de l'eau sur leur territoire respectif, le quota d'eau revendiqué par les deux pays, qui leur permet de répartir entre eux le débit total des eaux du Nil, ainsi que la perte due à l'évaporation, ces positions ne tenant aucun compte de l'Éthiopie et des autres pays situés en amont. L'Éthiopie ne peut accepter les pressions qui visent à l'obliger à se soumettre à un traité de l'ère coloniale qu'elle n'a pas signé et auquel elle s'est constamment opposée. L'accord que recherchent le

Soudan et l'Égypte, s'ils sont réellement déterminés à parvenir à un arrangement, est un texte juridique qui interdirait potentiellement à l'Éthiopie d'utiliser l'eau située en amont du barrage. Bien qu'elle ait fait preuve de toute la flexibilité possible et consenti de nombreuses concessions sur la question du barrage, l'Éthiopie n'acceptera pas des conditions aussi injustes, qui visent à la pousser à souscrire à un traité de l'ère coloniale qui a pour objet de préserver l'hégémonie hydraulique de l'Égypte et du Soudan.

14. Les négociations relatives au barrage n'ont pu aboutir en raison des mesures prises par l'Égypte et le Soudan pour préserver un « droit historique » de toute évidence illégal et injuste ou une « part hydrique » héritée de l'ère coloniale. Comme indiqué précédemment, l'Égypte a réaffirmé sa volonté de faire en sorte que personne ne prélève « une seule goutte d'eau sur sa part hydrique ». Par ailleurs, le Soudan ne cesse de saborder les négociations et de bloquer toute avancée à cet égard, ce qui laisse à penser qu'il ne souhaite pas d'un dialogue clair et fondé sur des règles en la matière. Il est essentiel de noter qu'aux termes du paragraphe 1 de l'article 5 de l'accord de 1959, l'Égypte et le Soudan ont conclu un pacte visant à adopter une position commune lors des négociations avec les autres pays riverains du Nil. Il s'agit là de la principale pierre d'achoppement des pourparlers trilatéraux.

D. Approche adoptée par l'Égypte et le Soudan

15. La question du Nil concerne 11 pays. Les ressources du fleuve sont partagées entre une population de plus de 500 millions d'habitants. L'Égypte et le Soudan affirment avoir été les premiers à utiliser le fleuve et à y avoir construit des infrastructures. Toutefois, les autres pays riverains, d'où provient la totalité de l'eau, ne sont nullement liés par le monopole autoproclamé et imposé par les deux pays de l'aval sur les ressources en eau.

16. Ce sont l'Égypte et le Soudan qui ont conclu un traité visant à s'assurer le « contrôle total » et le monopole de l'utilisation des eaux du Nil. Ils prétendent aujourd'hui obtenir de la communauté internationale qu'elle approuve cette position injuste au détriment de neuf pays, en particulier l'Éthiopie, où 86 % des eaux du Nil prennent leur source.

17. La clé qui permettrait de débloquent la question du Nil est entre les mains de l'Égypte et du Soudan. La solution consiste à établir un cadre conventionnel et un mécanisme régional qui adhère aux principes d'utilisation équitable et raisonnable et à l'obligation de ne pas causer de dommages significatifs. À cette fin, l'Égypte et le Soudan devront remédier aux dommages significatifs qu'ils ont déjà causés à l'Éthiopie par leur utilisation unilatérale de l'eau et le monopole qu'ils exercent sur cette ressource. L'Égypte et le Soudan menacent de perturber la paix et la sécurité internationales alors qu'il n'existe aucun risque tangible pour la paix et la sécurité. L'hyperbole et les insultes n'ont aucune justification.

E. Le Grand barrage éthiopien de la Renaissance ne fait peser aucune menace sur la sécurité nationale ou régionale

18. La question soumise à l'examen du Conseil de sécurité par l'Égypte et le Soudan a trait à un projet de barrage hydroélectrique inachevé, qui ne consomme pas d'eau et qui est en cours de construction sur le territoire d'un État Membre où prennent leur source 86 % des eaux du Nil.

19. La question du barrage fait l'objet de négociations entre les trois pays. L'Union africaine a été saisie du dossier, et la présidence actuelle a relancé les pourparlers à

Kinshasa au début d'avril 2021. L'Éthiopie n'a eu de cesse de réaffirmer son attachement sans faille aux négociations tripartites et sa volonté de parvenir à une solution qui bénéficie à toutes les parties.

20. L'Éthiopie, fervente défenseuse du multilatéralisme, est à l'avant-garde de l'action menée pour promouvoir la paix et la sécurité internationales. Sa position de principe à cet égard a passé l'épreuve du temps. L'utilisation que fait l'Éthiopie des eaux du Nil est pleinement conforme aux principes d'utilisation équitable et raisonnable et à l'obligation de ne pas causer de dommages significatifs. En outre, le pays a créé une plateforme de négociation et fait tout son possible pour faciliter la coopération.

21. L'insistance dont font preuve l'Égypte et le Soudan pour obtenir du Conseil de sécurité qu'il oblige l'Éthiopie à interrompre le remplissage du réservoir témoigne d'une interprétation erronée du rôle et des mandats du Conseil. Le principe 10 de la déclaration de principes prévoit que tout pays peut invoquer la clause de règlement des différends et formuler une demande de médiation ou de conciliation ou soumettre la question à l'examen des chefs d'État et de gouvernement. Le Soudan et l'Égypte sont en droit de s'en prévaloir. Toutefois, les deux pays, recourant aux méthodes douteuses dont ils sont coutumiers, ont orchestré une campagne politique et de communication visant à ce que soit formé un « quatuor » sans en informer l'Éthiopie ni la consulter au préalable. À ce jour, celle-ci n'a reçu aucune demande officielle émanant de l'Égypte ou du Soudan concernant la formation dudit quatuor. Durant les pourparlers de Kinshasa, les deux pays ont renoncé à l'idée du quatuor et de la médiation sans autre considération.

22. L'Éthiopie a consenti des efforts importants pour faire en sorte que les négociations trilatérales aboutissent. Elle ne souhaite pas que le recours à un mécanisme de règlement des différends réduise à néant les progrès déjà accomplis. Toutefois, si les deux pays riverains de l'aval décident d'opter pour cette modalité, l'Éthiopie fera également valoir ses arguments et ses revendications afin d'atteindre le résultat souhaité.

23. Le renvoi de la question du barrage au Conseil de sécurité est absurde pour la raison évidente qu'elle ne relève pas des mandats du Conseil. Cela témoigne en outre, de la part de l'Égypte comme du Soudan, d'un manque de fidélité à l'esprit panafricain consistant à trouver des solutions africaines aux problèmes africains. Leur tentative de convaincre le Conseil que le barrage constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales est un exercice futile. Le barrage est et doit être source de coopération plutôt que de conflit. Avec la volonté et l'engagement politiques nécessaires, son énorme potentiel pourrait être mis à profit pour ouvrir de nouvelles possibilités de coopération et d'intégration régionale.

24. Comme l'ont déclaré à maintes reprises les États membres du Conseil de sécurité lors des débats sur « l'eau et la paix et la sécurité internationales », la coopération est la solution au problème mondial de l'eau. Cette affirmation est on ne peut plus vraie en ce qui concerne le bassin du Nil, et la solution réside dans l'établissement d'un mécanisme régional et d'un cadre normatif solides et fiables. Le Conseil ne peut et ne doit pas intervenir sur une question de nature technique, qui devrait être réglée par les pays concernés. Il ne peut pas non plus imposer à un État Membre un mécanisme de négociation impliquant de tierces parties. Il revient à l'Éthiopie de choisir en toute souveraineté les plateformes de négociation qu'elle souhaite utiliser ou les tierces parties qu'elle souhaite voir participer à ce processus ainsi que le mandat qui devrait leur être confié.

F. Deuxième année de mise en eau du Grand barrage éthiopien de la Renaissance

25. À l'heure où l'Éthiopie prépare la deuxième année de mise en eau, le remplissage du réservoir et les règles d'exploitation annuelles sont en cours de négociation. Durant la saison des pluies de 2021, l'Éthiopie retiendra 13,5 milliards de mètres cubes d'eau du Nil Bleu, soit 17,5 % des 77 milliards de mètres cubes qu'elle apporte à l'ensemble du bassin du Nil ou 16 % du débit annuel du fleuve. Le calendrier de remplissage – juillet et août, et septembre si les conditions hydrologiques le permettent – a été adopté par les trois pays. En outre, comme l'indique clairement le principe 5 de la déclaration de principes, le remplissage du réservoir fait partie du processus de construction.

26. Le 8 avril 2021, l'Éthiopie a pris l'initiative de communiquer à l'Égypte et au Soudan des données et des informations sur les travaux préparatoires et le remplissage effectif au cours de la deuxième année. Cette mesure a été prise malgré l'opacité dont ont fait preuve les deux pays s'agissant de leurs propres infrastructures. Il est en effet regrettable que l'Égypte et le Soudan aient refusé de participer au mécanisme d'échange de données que l'Éthiopie proposait d'établir en signe de bonne volonté et dans l'optique de renforcer la confiance.

27. L'opposition de l'Égypte et du Soudan au remplissage prévu pour la deuxième année ne répond pas à des motifs techniques ou juridiques. Elle relève d'une tentative futile de maintenir une hégémonie autoproclamée sur le Nil. L'Éthiopie n'a qu'une réponse à apporter à cela : elle est en droit de procéder au remplissage du réservoir et poursuivra assurément la mise en valeur de ses ressources en eau et l'exécution de tout autre projet de même nature dans le respect des principes d'utilisation équitable et raisonnable et de l'obligation de ne pas causer de dommages significatifs. L'Égypte et le Soudan s'opposent à l'utilisation des eaux du Nil par l'Éthiopie, invoquant une prétendue atteinte à la part hydraulique qu'ils se sont eux-mêmes attribuée et à un droit d'utilisation des eaux du Nil imposé de manière unilatérale. Tous les projets de mise en valeur des ressources en eau menés à bien par l'Égypte et le Soudan, notamment le haut barrage d'Assouan (dont le réservoir présente des dimensions plus de deux fois supérieures à celui du Grand barrage éthiopien de la Renaissance), l'ont été de manière totalement unilatérale et sans aucune considération pour les demandes de consultation présentées par l'Éthiopie. À l'inverse, le barrage éthiopien fait l'objet de discussions et est étudié minutieusement par les deux pays et les experts internationaux. La mise en eau du barrage et les règles d'exploitation sont examinées en détail. L'Éthiopie garde la tête haute, car elle a fait tout ce qui était en son pouvoir pour réorienter les stratégies unilatérales et injustes qui ont caractérisé de tout temps l'utilisation des eaux du Nil par l'Égypte et le Soudan.

28. Enfin, l'Éthiopie tient à réaffirmer sa volonté inébranlable d'achever la construction du barrage et d'accélérer ses efforts soutenus pour assurer des moyens de subsistance dignes à sa population. Il serait de l'intérêt de l'Égypte et du Soudan de renoncer aux discours belliqueux et de négocier de bonne foi dans le cadre du processus trilatéral mené par l'Union africaine, seule option viable pour parvenir à un résultat mutuellement bénéfique.

Perturbations du processus de négociation mené par l'Union africaine

	<i>Date</i>	<i>État responsable</i>	<i>Justification</i>
1.	13 juin 2020	Soudan	<p>Au beau milieu des négociations, le Ministre soudanais de l'irrigation et des ressources en eau a perturbé le processus en invoquant la nécessité de faire rapport au Premier Ministre soudanais.</p> <p>Les négociations ont été suspendues jusqu'au 27 juin 2020, après la première réunion extraordinaire tenue par le Bureau de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement le 26 juin 2020.</p>
2.	27 juillet 2020	Soudan	<p>Le Soudan a demandé la suspension des négociations pendant une semaine, indiquant qu'il devait procéder à des consultations internes.</p> <p>Les négociations ont été suspendues jusqu'au 4 août 2020.</p>
3.	4 août 2020	Soudan	<p>Le Soudan, soutenu ensuite par l'Égypte, a demandé le report des négociations pour une durée indéterminée.</p> <p>Les négociations ont été suspendues jusqu'au 26 août 2020.</p>
4.	14 septembre 2020	Soudan	<p>Au milieu de travaux encourageants visant à produire un texte unique, le Soudan a demandé la suspension de l'exercice. Il a été convenu que le pays convoquerait une nouvelle réunion le 14 septembre 2020, mais il ne l'a pas fait et n'a fourni aucune explication.</p> <p>Les négociations ont été suspendues jusqu'au 3 novembre 2020.</p>
5.	3 novembre 2020	Égypte et Soudan	<p>À l'issue d'une réunion conjointe tenue le 27 octobre 2020, les Ministres des affaires étrangères et les Ministres de l'eau des trois pays étaient convenus de poursuivre les négociations pendant une semaine et d'achever l'examen des questions de procédure. Le Soudan a insisté pour changer les modalités prévues. L'Éthiopie a proposé de nouvelles règles, mais l'Égypte a refusé le changement de modalités et la réunion a été suspendue.</p> <p>Les négociations ont été suspendues jusqu'au 19 novembre 2020.</p>

	<i>Date</i>	<i>État responsable</i>	<i>Justification</i>
6.	21 novembre 2020	Soudan	<p>Conformément au consensus auquel étaient parvenus les Ministres des affaires étrangères et les Ministres de l'eau le 19 novembre 2020, l'Éthiopie a demandé la tenue d'une réunion trilatérale. Le Soudan n'a pas assisté à cette réunion alors que l'Égypte, les observateurs et l'équipe de l'Union africaine étaient présents. Les négociations ont été interrompues jusqu'au 3 janvier 2021.</p> <p>Les négociations n'ont repris que le 4 janvier 2021.</p>
7.	4 janvier 2021	Soudan	<p>Les Ministres des affaires étrangères et les Ministres de l'eau sont convenus le 3 janvier 2021 de tenir une réunion pour faire le point sur l'évolution des négociations. La délégation du Soudan ne s'est pas présentée à cette réunion au motif qu'elle devait tenir une réunion bilatérale avec les observateurs et les experts de l'Union africaine.</p> <p>Les négociations ont été suspendues jusqu'au 10 janvier 2021.</p>
8.	10 janvier 2021	Soudan	<p>Les Ministres des affaires étrangères et les Ministres de l'eau ont accédé à la demande formulée par le Soudan, qui souhaitait rencontrer les experts désignés par l'Union africaine. Le 10 janvier 2021, le Soudan a refusé sa propre proposition et n'a pas participé à la réunion prévue.</p> <p>Les négociations ont été suspendues jusqu'au 4 avril 2021.</p>
9.	4 avril 2021	Égypte et Soudan	<p>L'Égypte et le Soudan ont exigé l'application d'un format qui contrevenait à la déclaration de principes en permettant aux observateurs de jouer le rôle normalement assumé par les trois pays et compromettait le processus mené par l'Union africaine en faisant de celle-ci une simple spectatrice des mesures prises par les observateurs. Les deux pays ont rejeté la proposition formulée par la République démocratique du Congo tendant à reprendre les négociations les 20 et 21 avril 2021.</p>